



Colloque « Heurs et Malheurs du capitalisme »

Vendredi 4 février
IUFM Clermont Ferrand, Chamalières

L'hypothèse de déconnexion et le processus de développement : l'apport des *Development Studies*

Thierry Amougou,
Université de Louvain

L'hypothèse de déconnexion et le processus de développement : l'apport des *Development Studies*¹

Thierry Amougou
Université de Louvain

S'il est un monde où la déconnexion et/ou le découplage des processus de développement ne sont plus d'actualité, c'est bien celui de la mondialisation économique. En effet, qui dit mondialisation économique, dit une interconnexion de plus en plus poussée, non seulement des Etats et de leurs politiques de développement, mais aussi, des agents économiques et de leurs transactions. En outre, la globalisation financière, aspect le plus abouti de la mondialisation économique, entraîne que les marchés financiers, moteurs des systèmes économiques, fonctionnent en unité de temps, d'action et de lieux : en 1970, lorsque la bourse de New York clôturait le mois en hausse, il y'avait un peu près 50 % de chance pour que celle de Paris clôture également en hausse. Depuis l'an 2000, cette probabilité de réaction en phase entre les bourses est de plus de 85% (Gunther et Jézabel, 2008).

L'hypothèse de déconnexion/découplage a pourtant été émise par plusieurs économistes et experts même après la crise de *subprimes* (The Economist, 2007). Cette hypothèse s'est structurée autour d'un écheveau de dynamiques et de faits constatés :

- ✓ Alors que les pays occidentaux enregistraient de très faibles taux de croissance, des pays africains (depuis l'an 2000) et des pays émergents (BRIC notamment)² connaissaient des taux de croissance largement plus élevés ;
- ✓ Les pays occidentaux étaient déficitaires, donc à besoin de financement, lorsque les BRIC étaient excédentaires et constituaient des fonds souverains avec leurs énormes réserves de change, dont le rôle prenaient de l'ampleur, tant au niveau de l'économie globale, qu'au sein des entreprises occidentales en faillite ;
- ✓ La dynamique de croissance de nombreux pays du Sud a induit à la fois une hausse de leur part dans les échanges internationaux, et une augmentation des échanges intra-régionaux en particulier en Asie, et notamment entre le couple Chine/Inde et l'Afrique ;
- ✓ Une redynamisation de la consommation et des investissements domestiques a eu lieu dans plusieurs pays du Sud. Celle-ci fut soutenue par leur *trend* de croissance positif ;
- ✓ Certains BRIC continuaient avec une croissance « insolente » (parfois à deux chiffres) quand des pays occidentaux subissaient déjà de plein fouet les conséquences négatives de la crise des crédits immobiliers (Ben Hammouda et Sadni Jallab, 2010).

¹ Nom anglo-saxon des études du développement, champ d'analyse Interdisciplinaire du processus de développement.

² BRIC= Brésil, Russie, Inde et Chine

Ces faits stylisés ont ainsi vu surgir l'hypothèse de déconnexion/découplage des processus de développement entre le Nord et le Sud. De façon connexe se sont développées les idées selon lesquelles le moment du Sud était venu de se développer en se libérant du « boulet » qu'a toujours constitué le Nord pour lui. En outre, non seulement la lutte contre la pauvreté allait être plus efficace avec la hausse de l'investissement et de la consommation internes, mais aussi, l'indépendance politique de l'Afrique allait enfin être totale avec une économie libérée de sa dépendance par rapport anciennes puissances coloniales : les rapports Nord-Sud entraient donc dans une phase de reconfiguration où le Sud était en position de force.

Comme c'est très souvent le cas dans le domaine scientifique, la filiation formée autour de l'hypothèse de la déconnexion/découplage des modèles de développement, a rencontré une opposition. Avant la crise des *subprimes*, celle-ci a été menée par des experts comme Martin Schulz chroniqueur économique du *Financial Times*. Et, après la crise, par d'autres auteurs comme Philippe Hugon, Pierre Salama, Elie Cohen et Jean-Philippe Peemans. L'argumentation des trois premiers est simple : les exportations chinoises sont tirées par la demande des pays du Nord ; les investissements en provenance des pays développés ont largement tiré la croissance de certains pays émergents ; la globalisation économique ne peut se faire sans hausse de l'interconnexion des processus de développement. C'est cette interconnexion très poussée qui explique que les BRIC et l'Afrique subsaharienne qu'on croyait situés hors de la crise des *subprimes*, aient aussi subi les violents soubresauts de celle-ci (Cohen, 2010). En conséquence, l'hypothèse de la déconnexion serait caduque et sans objet. Jean-Philippe Peemans (2010) quant à lui insiste sur le risque qu'il y'a dans le supposé découplage abordé sous l'angle exclusivement économique, de construire une preuve d'une « autonomie croissante des parties les plus dynamiques du Sud » et d'en faire un argument de convergence inévitable, en oubliant de saisir l'extraordinaire accroissement des inégalités de revenus tant au Nord qu'au Sud.

Face aux deux écoles qui se positionnent pour et contre cette hypothèse, notre argumentation est toute autre : au lieu de parler de déconnexion ou de découplage entre les processus de développement des pays du Nord et ceux du Sud, il semble plus plausible que les connexions existent mais sont asymétriques à plusieurs niveaux : asymétrie historique ; asymétrie structurelle ; asymétrie institutionnelle, asymétrie culturelle et asymétrie fonctionnelle. Ce sont ces multiples asymétries qui expliquent des dynamiques contradictoires des régimes d'accumulation ainsi que leurs écarts de réaction et de résilience face aux crises.

En outre, il n'est pas certain, lorsqu'on analyse les rapports historiques entre certains pays du Sud et les anciennes puissances coloniales, que la connexion soit plus forte au 21^{ème} siècle que dans la période 14^{ème}-18^{ème} siècle. Autrement dit, il y'a bien des connexions mais celles-ci sont asymétriques et ne sont pas toujours plus fortes en 2010 qu'en 1800.

Si des connexions existent mais sont asymétriques et pas nécessairement en hausse, alors les différences de trajectoire historique, institutionnelle, structurelle et culturelle entre les pays du Nord et ceux du Sud, notamment africains, peuvent expliquer les faits observés par les tenants de l'hypothèse de déconnexion. Ce qui veut dire, ainsi que le montrent les *Development Studies*, que les trajectoires de développement sont singulières, idiosyncrasiques et non condamnées au mimétisme des modèles développementalistes. Ce qui explique aussi l'existence de trends contra-cycliques à l'heure de la mondialisation.

L'objectif de cet article est donc de démontrer, en nous appuyant sur les enseignements et les méthodes des *Development Studies*, que les faits ayant donné naissance à l'hypothèse de déconnexion/découpage des processus de développement entre les pays Nord et ceux du Sud,

s'expliquent par de nombreux facteurs. Ces faits sont des preuves tangibles que le développement peut se faire dans des configurations institutionnelles aussi multiples que variées. En outre, la connexion entre le Nord et le Sud n'est pas plus grande au 21^{ème} siècle qu'elle ne l'était du 14^{ème} au 15^{ème} siècle où se construisit l'économie-monde dont parle Braudel. Notre analyse va s'appesantir sur les relations entre l'Occident et l'Afrique Noire puis entre la Chine et l'Occident.

Modes d'intégration asymétriques au capitalisme mondial : les éclaircissements de l'histoire comme élément structurant du processus de développement

L'une des grandes caractéristiques des *Development Studies* est de redonner toute leur profondeur et épaisseur historiques aux entités et phénomènes analysés. Ceci implique d'appréhender le développement, non comme un ensemble d'instantanéités qualitatifs et quantitatifs traduits par les indicateurs qui permettent de classer les pays en « avancés » et « retardataires », mais comme un processus polysémique où *la longue durée* montre toute son importance, tant comme élément structurant, que comme viatique à l'interdisciplinarité permettant de mieux aborder la complexité du réel. En conséquence, l'analyse s'enrichit des aspects rétrospectifs qui permettent de mieux apprécier les dynamiques contemporaines et leur possible extrapolation dans un futur qui garde toujours la mémoire du passé. Cette deuxième partie de l'article a ainsi pour but de ressortir, brièvement, quelques aspects saillants de *la personnalité historique* de la Chine, de l'Occident et de l'Afrique Noire. Montrer la multiplicité des trajectoires et donc, le caractère non identique du processus de développement, est une manière de prouver qu'une forte connexion peut cohabiter avec une forte asymétrie des parties connectées. Cela peut expliquer les faits observés par les émetteurs de l'hypothèse de découplage entre les modèles de développement.

Occident/Afrique : le centre et la périphérie dans la division internationale du travail

L'économie-monde, système dont les articulations internes sont assez fortes pour qu'il soit doté d'une unité qui lui permette d'être cohérent, autonome et autosuffisant, n'est pas le marché mondial, mais une partie du monde transformée marché. Seule l'économie-monde européenne est devenue mondiale avec des fonctions économiques dominantes par rapport aux fonctions culturelles (Braudel, 1979 ; Wallerstein, 2004). Elle s'est construite dès la deuxième moitié du 15^{ème} siècle à la sortie de la crise du système féodal. Les travaux de Fernand Braudel et d'Immanuel Wallerstein montrent qu'elle correspond à une division du travail à grande échelle où le Sud, et donc l'Afrique Noire, furent intégrés comme périphéries. Le trait d'union entre *centre* et *périphérie* renvoie dans ce cas aux caractéristiques relationnelles d'un couplage et donc d'un mode d'intégration au capitalisme mondial. *L'asymétrie relationnelle* qui en résulte dans le procès de production des biens et de services, attribue des fonctions différentes au centre et à la périphérie. Les *Development Studies* se basent sur l'évolution extrêmement lente des structures pour montrer que *l'asymétrie relationnelle* installée dès le 15^{ème} siècle entre l'Occident et l'Afrique Noire, est la même que va reprendre, tant le pacte colonial 18^{ème}- 20^{ème} siècle, que les échanges avec les anciennes puissances coloniales au 21^{ème} siècle. Le caractère autarcique des échanges entre la métropole et la colonie n'existe plus mais *l'asymétrie fonctionnelle* (Afrique fournisseur de matière premières et Occident fournisseur de produits manufacturés) reste en vigueur. Ceci peut se vérifier à travers l'évolution des rapports commerciaux UE/ACP de la période coloniale aux actuels Accords de Partenariat Economique (APE) encore en négociation.

En conséquence, si nous prenons en compte le processus de création de la valeur ajoutée dans le procès de production capitaliste *centre-périphérie*, alors il apparaît *deux modes d'intégration asymétriques* : un mode d'intégration par la rente pour l'Afrique Noire (intégration par le bas de la chaîne des valeurs). Et un mode d'intégration par la vente de produits manufacturés pour l'Occident (intégration par le haut de la chaîne des valeurs). Très souvent, les pays africains peuvent être à des taux de croissance bas par rapport aux pays occidentaux parce que leurs productions sont à faible valeur ajoutée, à faible élasticité-prix de la demande, et se vendent dans des marchés relativement concurrentiels où leurs prix baissent, quand les produits occidentaux, à forte valeur ajoutée, peuvent se vendre dans des marchés relativement monopolistiques où leurs prix peuvent augmenter. En conséquence, des décalages dans la vulnérabilité et la réaction face à un choc économique peuvent exister. Ce n'est pas parce qu'un pays intégré par le haut entre en crise que ceux intégrés par le bas, en relation commerciale avec lui, le font aussi automatiquement. Une crise comme celle des *subprimes* a affecté plus rapidement les segments hauts de la chaîne de valeurs fortement dépendantes des marchés financiers. Elle a atteint faiblement et avec un retard les segments bas de la chaîne des valeurs moins dépendantes de ces marchés financiers. Les exportations des pays africains peuvent par exemple rester au même niveau pendant un certain temps même si leurs partenaires occidentaux sont déjà en crise car, non seulement les contrats sont souvent déjà signés à l'avance, mais aussi, la Chine a diversifié la demande extérieure qui leur est adressée. De même, *l'effet de cliquet ou d'inertie* peut jouer et ne pas induire une diminution des consommations des pays occidentaux en produits primaires immédiatement après la chute de leur taux de croissance.

Les principaux partenaires des pays africains entrèrent par exemple en crise dès 1971 quand commença à s'essouffler le modèle keynéso-fordiste, alors que les pays africains connurent la crise vers 1980. Des décalages d'entrée en crise existent même entre les pays africains. Frédéric Poulon (1996) souligne ainsi, non seulement que le Cameroun entre en crise plus tard (en 1987) que d'autres pays africains, mais aussi, que cette date correspond à celle où la France, son principal partenaire commercial, sort de la crise de la fin des Trente Glorieuses. Dans le cas d'espèce, c'est le caractère incompressible des importations pétrolières occidentales qui a permis au Cameroun de connaître la crise plus tard que la Côte-d'Ivoire exportant majoritairement le cacao, un produit plus substituable. Si nous prenons en compte une autre forme d'intégration par le bas qu'est l'endettement international, alors *une asymétrie politique* peut aussi être mise en évidence dans les années 1980 entre la politique de développement d'un *price maker* comme les Etats-Unis, et les politiques de développement des *price taker* comme les pays d'Afrique subsaharienne. Le gouvernement Reagan a en effet mis en place une politique « friedmanienne » de lutte contre l'inflation par la hausse des taux d'intérêts. Celle-ci a détérioré les balances de paiements africaines et obéré la dette extérieure subsaharienne dont le service était libellé en taux variables. Les *Development Studies* insistent sur ces différences à l'intérieur de groupes de pays dits « développés », « sous-développés » et entre eux pour mettre en évidence l'importance des dynamiques contradictoires dans le processus de développement.

Chine/Occident : l'empire-monde face à l'économie-monde

Does history matters ? Oui peut-on répondre car c'est aussi l'histoire qui permet de réunir quelques pièces importantes du puzzle de la grande divergence des taux de croissance entre la Chine et l'Occident. En ce qui concerne les modes d'intégration dont nous parlons, *l'intégration par l'économie-monde* qu'a choisie l'Occident ne privilégia pas seulement le développement des segments économiques au détriment des segments culturels. Elle se basa

aussi sur la hausse du surplus occidental par l'extension des hommes, des territoires et des ressources à exploiter après la crise du système féodal. D'où les conquêtes coloniales qui en constituèrent le corolaire inévitable. *L'intégration au capitalisme mondial par l'économie-monde* a donc cette caractéristique historique de trouver ailleurs les forces de sa prospérité. D'où la grande divergence avec la Chine qui est restée *un empire-monde*. C'est-à-dire, une entité dont les articulations politiques et culturelles dominent les articulations économiques. L'empire-monde constitue un monde en lui-même et a pour premier objectif, non les conquêtes coloniales pour y fonder sa puissance, mais sa consolidation interne par une division axiale du travail afin de faire de lui-même le moteur de sa prospérité (Wallerstein, 2006). En effet, la grandeur de *l'empire-monde* étant en même temps sa faiblesse au regard de l'immensité du territoire dont il fallut garder intangibles les frontières, la Chine va, non seulement abolir le commerce extérieur lors de la dynastie des Ming, mais aussi, stopper les expéditions alors que l'amiral Zhan He avait déjà atteint l'Afrique Noire 65 ans avant Vasco de Gama (Vidrovitch, 1969 ; Alternative économique 2008 ; Cohen, 2010).

Ceci étant, il est primordial de noter, sans aller jusqu'à la révolution culturelle de Mao Zédong et aux réformes de Deng Xiaoping dès 1978, que l'Empire du Milieu était en avance par rapport à l'Occident jusqu'au 14^{ème} siècle. La Chine avait déjà inventé l'écriture, la poudre à canon, la boussole. Elle maîtrisait la charrue, l'arbalète et était en avance sur l'agriculture et son outillage. Dans *Why Europe? The Rise of the West in the World History, 1500-1850*, Jack Goldstone (2008) montre que les sociétés asiatiques et du Moyen-Orient sont les leaders, non seulement sur le plan économique, mais aussi dans les sciences, la production manufacturière, la technologie, le commerce, l'exploration et le transport maritime jusqu'au 15^{ème} siècle. L'asymétrie d'objectifs entre *la stratégie de conquête* de l'économie-monde occidentale et *la stratégie de consolidation interne* de l'empire-monde chinois, semble être la clé du décollage de l'Europe dont l'essor récent et soudain (à peine vieux de deux siècles), s'est appuyé sur les avancées scientifiques et technologiques des civilisations d'Asie et du Moyen-Orient pour faire sa révolution industrielle. C'est sur ces bases asiatiques et moyen-orientales que l'Occident va engager des réformes endogènes qui soutiennent sa croissance économique actuelle : *la généralisation de la rationalité critique et scientifique, la laïcité, l'innovation, la démocratie, les institutions efficaces, l'économie ouverte et la promotion du capital humain*. Même si des contingences historiques et contemporaines peuvent expliquer la croissance et prouvent que les ressorts de celle-ci ne sont pas encore totalement connus au 21^{ème} siècle (Rodrik, 2008), l'Occident semble avoir déjà dépassé son apogée (Trente Glorieuse ?) pour atteindre actuellement sa phase de rendements décroissants par épuisement des sources de son accumulation matérielle. En conséquence, le capitalisme occidental est passé du type schumpétérien basé sur l'entrepreneur innovateur par destruction créatrice, vers « un modèle de croissance patrimonial » (Aglietta, 2001) qui rêve d'usines sans ouvriers, d'un niveau de dividende invariable quelles que soient les conjonctures économiques, et d'une production de richesses par le biais d'une *industrie financière* déconnectée de la sphère économique réelle.

L'essor de l'Occident, phénomène récent et rapide (Goldstone, 2008), semble donc aussi temporaire car déjà essoufflé et battu en brèche par d'autres sociétés comme la Chine et l'Inde qui affichent des taux de croissance largement plus hauts. *A contrario*, la Chine semble à la phase des rendements dimensionnels croissants de sa fonction de production où la terre, le capital et le travail coûtent encore largement moins chers et gèrent de superprofits. Longtemps isolé du capitalisme mondial, des réformes graduelles et maîtrisées ont suffi pour libérer toutes les capacités productives de la Chine d'autant plus facilement que le pays fait aujourd'hui ce qu'il a appris à faire hier avant les Occidentaux, et apprend d'autant plus

rapidement de l'extérieur qu'il a déjà cette base historique d'une extrême richesse sur le plan scientifique. L'atelier du monde a pris le temps qu'il fallait pour créer en son sein une économie-monde dont *le premier moteur de croissance* est un vaste marché interne. Celui-ci lui permet de compter d'abord sur lui-même. En rationalisant à l'extrême, nous pouvons dire que l'ethos réformiste chinois est l'illustration d'une certaine lecture de Polanyi et de Braudel soulignant le caractère central de l'Etat dans la construction du marché au point où son encastrement politique est toujours un processus sous-jacent (Lemaître, 2009).

Le deuxième moteur de croissance de l'Empire du Milieu est le marché extérieur que la Chine organise principalement en deux pôles fonctionnels : *un pôle Sud* qui sert à la fois de débouché aux produits manufacturés, aux réserves de changes et de fournisseur de matières premières nécessaires à son régime d'accumulation encore très énergivore. Et *un pôle Nord* qui sert de fournisseur de technologie avancée par le biais de joint-venture, de débouché à ses exportations et d'emplois rémunérateurs pour ses réserves de change. Même si les *Development Studies* font bien la différence entre les taux de croissance chinois et le développement en montrant notamment que le niveau de vie chinois en 2010 est encore au stade de celui d'un pays comme l'Egypte, la Chine s'intègre de plus en plus dans le segment haut de la chaîne des valeurs du capitalisme mondial. D'une part, autant l'Occident s'est basé sur les avancées scientifiques de l'Asie et du Moyen-Orient pour bâtir sa prospérité dès le 15^{ème} siècle, autant la Chine copie facilement la technologie occidentale pour en faire de même au 21^{ème} siècle. D'autre part, ce sont les énormes réserves de change de la Chine qui, à la fois, soutiennent le dollar et la consommation aux Etats-Unis (Cohen, 2010). La croissance chinoise a donc plus de ressources et de réserves que la croissance occidentale. Elle est aussi plus solide car la Chine s'intègre actuellement en tant que créancière face à un Occident qui s'intègre ces derniers temps comme débiteur par rapport à ses partenaires commerciaux émergents.

Si la force des taux de croissance chinois diverge de la faiblesse de ceux occidentaux au moment où l'intégration de la Chine au capitalisme mondial est de plus grande, ce n'est pas parce qu'il y'a déconnexion des modèles de développement. C'est parce qu'il a *une connexion asymétrique au capitalisme mondial* comme le montre *l'asymétrie de la trajectoire historique* entre l'Occident et l'Empire du Milieu. La Chine s'est réveillée et le monde tremble effectivement comme l'avait prédit la Général De Gaulle. Ce que montrent aussi ces asymétries de taux de croissance entre l'Afrique Noire et les pays occidentaux, puis entre la Chine et l'Occident, est qu'on ne connaît pas encore tout sur les sources de la croissance économique et encore moins sur celles du développement. Un paramètre jugé comme un obstacle hier (enfermement et prégnance de la culture en Chine à un certain moment comme le pensaient Hegel et Weber) peut se révéler positif dans une autre période moyennant quelques réformes comme l'ouverture progressive de la Chine au capitalisme mondial. De même, ces décalages entre modèles de développement prouvent que les voies du développement sont infinies. La Chine n'est pas une démocratie. Elle se développe malgré qu'elle soit restée un empire-monde avec de mauvaises institutions d'après les critères du modèle néoclassique dominant. C'est la preuve, ainsi que le soutiennent les *Development Studies*, que le processus de développement est non scientifique au sens nomothétique du terme car le hasard, des contingences et des bifurcations inédites et non déterministes y interviennent beaucoup même si un minimum d'organisation est nécessaire. *Une asymétrie relationnelle, une asymétrie fonctionnelle et une asymétrie des modes d'intégration* peuvent donc faire cohabiter une forte intégration internationale avec une grande divergence des taux de croissance et des modèles de développement entre pays intégrés.

L'asymétrie des régimes d'accumulation et des capacités de résilience face aux crises globales

Les modes d'intégration spécifiques et asymétriques au capitalisme mondial induisent aussi des régimes d'accumulation de même nature et vice versa. Les faits stylisés mis en avant par les partisans de l'hypothèse de déconnexion/découplage des modèles de développement, s'expliquent aussi par *l'asymétrie des régimes d'accumulation*. En conséquence, nous appréhendons un régime d'accumulation comme, « *un ensemble de liens, d'interdépendances entre un système politique spécifique, une production et un appareil productif (pivots institutionnels) singuliers, un mode de productivité, la nature d'une demande, un mode de répartition des profits, un mécanisme d'intégration internationale et la nature du système financier sous-jacent* » (Amougou, 2010).

Occident/Afrique : logique de complémentarité contre logique de concurrence

Au 21^{ème} siècle, *la concurrence* est le moteur de l'échange international entre pays occidentaux à la même structure de demande. *L'endogamie économique* qui caractérise leur régime d'accumulation au stade de l'économie des services ou postindustrielle, donne lieu à des échanges intra-branches aujourd'hui majoritaires dans les flux et les stocks de l'échange international. C'est à ce niveau qu'on peut parler de convergence des logiques productives et non d'homogénéisation des structures productives entre pays industriels. En conséquence, le meilleur partenaire d'échange pour un pays industriel est un autre pays industriel. Les pays occidentaux partagent aussi des systèmes financiers qui, quoique différents dans leurs structures (certains plus centrés sur les marchés financiers que d'autres plus centrés sur les banques), sont fortement intégrés les uns aux autres, tant à travers les marchés interbancaires, qu'à travers les crédits consentis par le canal large du crédit (marchés financiers). L'Occident est ainsi dans une étape où, après les phases agricoles et industrielles de son régime d'accumulation, ce sont les opérations de conception et de distribution qui dominent sa chaîne des valeurs et son *segment de croissance réelle*. Cette *croissance réelle* est à différencier d'avec *la croissance factice* induite par l'industrie financière par simples manipulations rentières d'actifs financiers. Ici, ce n'est pas la concurrence qui constitue le moteur des transactions financières, mais le fonctionnement occulte de ce qu'on appelle le *shadow financial system* maîtrisé uniquement par quelques initiés et oligarques financiers.

La croissance réelle et *la croissance purement nominale* dont nous parlons mettent en évidence une forme de dualisme économique et financier en Occident. D'un côté, une économie de marché fonctionnant de façon concurrentielle et soutenue par des opérations financières transparentes. De l'autre, derrière le marché, un capitalisme qui pervertit l'économie de marché par un ensemble de « zones d'ombre, de contre-jour, d'activités d'initiés et d'accumulation de puissance » (Braudel, 1979 : p.9). Ce sont les asymétries d'informations et les contradictions entre la croissance nominale et la croissance réelle de cette perversion du marché qui est aussi à l'origine de la crise de *subprimes* en Occident. Il est révélateur de constater que c'est lorsque les asymétries d'informations étaient à leur maximum que le *shadow financial system* fonctionnait à merveille et réalisait des superprofits. Dès que la vraie information sur la valeur douteuse des actifs échangés est devenue symétrique entre tous les acteurs, tout s'est écroulé. Du coup, la capacité de reprise du modèle occidental est très faible car sa *croissance réelle* dépend fortement de *la croissance factice* de l'industrie financière aujourd'hui en crise.

Le régime d'accumulation du Continent Noir est tout autre. Il est la résultante de deux dynamiques aux logiques divergentes. Si nous prenons les trois étages de Braudel que sont la phase de civilisation matérielle, celle du marché puis celle du capitalisme, le dualisme économique subsaharien présente deux sources de croissance différente de celle du régime occidental : la source de croissance réelle de l'économie moderne et la source de croissance réelle des activités de civilisation matérielle.

D'un côté, se trouve une économie moderne fonctionnant dans la logique de l'économie de profit et d'accumulation mais intégrée au commerce international, non par *la concurrence* mais par *la logique de complémentarité du pacte colonial*. Le financement de ce secteur se fait majoritairement par un système financier où les banques privilégient un cycle court du capital par le canal étroit du crédit (les banques). Suivant les termes des Mc Kinnon et Shaw (1973), le faible développement financier de l'Afrique Noire explique pourquoi l'onde de choc financière des *subprimes* a été moindre et retardée sur ses structures financières. C'est donc à la fois le retard de l'Afrique Noire dans la libération financière prônée par le modèle dominant, le cycle court du capital que privilégient ses banques secondaires, et la logique de complémentarité de son mode d'intégration au commerce international, qui expliquent à la fois les retards et la faiblesse de l'impact de la crise des *subprimes* en Afrique Noire. Ne partageant pas avec l'Occident *une endogamie économique* qui implique *une consanguinité des régimes d'accumulation* du Nord, l'Afrique Noire n'a pas subi une baisse drastique de son taux de croissance dans son secteur économique moderne. En outre, sous ajustement structurel depuis les années 1980, les politiques d'assainissement des systèmes financiers africains ont placé ses banques secondaires hors de *la fragilité structurelle* positivement corrélée des banques occidentales impliquées dans des opérations de titrisation extrêmement risquées. De même, la crise de l'endettement public que connaissent des Etats européens comme conséquence de celle des crédits hypothécaires, est peu probable dans de nombreux Etats africains où les vagues de privatisations de l'ajustement structurels et les initiatives d'allègement de dette (PPTTE et IADM)³ ont permis d'alléger à la fois le poids de l'Etat dans l'économie et du service de la dette.

Les caractéristiques du secteur moderne dont nous parlons sont des problèmes de développement une fois qu'on pose le regard sur les « acteurs du bas » et leurs pratiques de vie quotidienne. Il apparaît ainsi que la logique de complémentarité empêche la diversification du régime d'accumulation africain, que le cycle court du capital et le canal étroit du crédit y affèrent surévaluent le risque client. D'où un rationnement du crédit que subit la majeure partie des populations africaines. Celle-ci, ainsi que plus de la moitié des PME, se financent donc par le biais des institutions financières populaires que sont les tontines et autres associations avec un volet financiers (Amougou, 2010). Cela dit, à l'opposé de cette économie moderne, les *Development Studies* mettent en évidence les processus longs qui, par répressions coloniales multiformes des modes de production indigènes, ont permis la construction du secteur économique moderne en Afrique Noire. En conséquence, le caractère séculaire et résistant de l'ethos financier et économique local fait qu'*une économie populaire* a pris solidement racine au sein du même continent (Ayimpam, 2010 ; Ntungila-Nkama, 2010 ; Peemans, 2010).

Sa structure interne n'est pas homogène car s'y trouvent : un secteur urbain constitué d'activités socioéconomiques à petite échelle, d'un capital et d'un salariat limités mais avec une circulation monétaire conséquente qui le lie au secteur moderne ; un secteur périurbain

³ PPTTE= Pays Pauvres et Très Endettés. IADM = Initiative pour l'Annulation de la Dette Multilatérale.

faisant le lien entre villes et campagnes, et un secteur d'activité directement issues de l'économie de subsistance du monde rural. L'aspect fondamental que les *Development Studies* mettent en évidence dans cette économie populaire est le fait que, contrairement aux prédictions du modèle dualiste de Fei et Ranis, elle ne sert pas de réserve au développement de l'économie moderne. Au lieu de disparaître absorbée par le secteur moderne comme le prédit la dynamique du modèle dualiste classique, sa structure s'enrichit d'innovations sociales successives. En outre, c'est une économie de proximité adossée à la fois sur les supports culturels indigènes et certains référents du capitalisme. Sa logique est plus substantive (production agricole, artisanat, tontines, activités de collectes, de transport, de stockage ou de distribution) et sa reproduction est moins inégalitaire que celle induite par la dynamique capitaliste (Wautelet, 2008).

En matière de croissance, cette économie populaire africaine est une source de *croissance réelle* qui complète la croissance du secteur moderne. Bien sûr, la baisse d'activité du secteur réel suite à une crise peut affecter son dynamisme urbain. Le fait que la même monnaie banque centrale alimente les deux le prouve autant que les revenus du secteur formel qui financent les activités périurbaines de l'économie populaire. Des politiques monétaires restrictives peuvent aussi induire une hausse du taux d'intérêt informel où le numéraire est beaucoup utilisé dans une sphère où on est à la fois épargnant et investisseur. Cependant, sa connexion avec le secteur moderne est asymétrique à plusieurs niveaux. Premièrement, contrairement au *Shadow financial system* occidental dont la crise induit automatiquement celle de l'économie de marché, l'économie populaire africaine est plutôt un amortisseur des crises de l'économie moderne africaine. Deuxièmement, les crises du secteur moderne sont même un puissant moteur d'innovations en son sein au point où ses activités s'amplifient, se redynamisent et se complexifient en moment de grandes crises du secteur moderne. Troisièmement, il n'y a pas de possibilité de déphasage entre l'économie réelle et l'économie financière au sein de l'économie populaire car ce qui circule dans ses transactions est réellement produit par le travail des acteurs populaires qui ne spéculent pas. En conséquence, *la croissance réelle* des Etats africains est plus grande ou plus faible que le niveau où elle est généralement signalée par les indicateurs officiels. Même si un certain degré d'appauvrissement des classes populaires peut entraîner leur basculement dans la violence et les réseaux mafieux (Ntungila, 2010), l'économie populaire africaine possède des *niches de croissance réelle* (multiplication des structures, hausse de la production, naissance de nouvelles activités et leur effets multiplicateurs sur les revenus) relativement autonomes, décentralisées et moins marquées par la recherche de l'efficacité purement économique (Peemans, 2010).

Chine/Occident : Etat développeur autocratique contre Etat providence ?

Au moins trois éléments peuvent être mis en exergue pour souligner l'asymétrie entre le régime d'accumulation chinois et celui des pays occidentaux en général, et européens en particulier. Ce sont la nature du système financier, le type d'Etat et la structure du marché intérieur.

En ce qui concerne le système financier mondial, épicerie de la crise des *subprimes*, la croissance chinoise peut avoir profité de la stabilité du système financier chinois pas encore au niveau de libéralisation occidentale. Alors que les études sur l'influence de la libéralisation financière sur les systèmes financiers montrent que celle-ci augmente l'occurrence des crises financières qui affectent ensuite la croissance économique en la rendant erratique (Cartapanis, 2004), le système financier chinois s'ouvre progressivement aux capitaux étrangers, mais

reste majoritairement ce Mc Kinnon et Shaw (1973) appellent *un système financier réprimé*. C'est-à-dire, régulé par l'Etat et pas par les forces du marché et le principe de concurrence. Ayant engagé des réformes progressives, le système financier chinois est dans une sorte de « régulation conjointe » (Reynaud, 1979) avec, d'un côté, l'Etat qui garde la main par une régulation de contrôle de la concurrence et, de l'autre, les forces du marché qui jouent partiellement. La banque populaire de Chine qui, jusqu'en 1978, jouait à la fois le rôle de banque centrale et de banque secondaire, n'est plus la seule dans le champ financier chinois mais les prêts politiques, l'orientation des crédits, et la bonification des taux d'intérêts existent toujours. Suivant la théorie économique dominante, il apparaît que la Chine possède un système financier fragile car fonctionnant avec de « mauvaises institutions » et hébergeant un haut niveau de créances douteuses détenues par l'Etat chinois.

Or, sortir sans grands dégâts de la crise des *subprimes* comme l'a fait la Chine, est une preuve, parmi d'autres, que les trajectoires de développement ne peuvent être épuisées par les positions normatives du modèle dominant. En effet, ce que celui-ci considère, dans le cas d'espèce, comme négatif est, d'un autre côté, un avantage. C'est justement parce que la Chine contrôle son système financier que l'Etat chinois peut mettre en place ce qu'on appelle *une faillite organisée* et atténuer les effets négatifs d'une crise. Cette *faillite organisée* s'est faite par la baisse des taux d'intérêts, afin de diminuer le service de la dette, par l'annulation de certaines parties de la dette souveraines envers les banques, et par une renégociation des échéances de remboursement des crédits politiques consentis avant la crise. La Chine a la capacité de le faire parce que son système financier est peu libéralisé, parce qu'elle a une autonomie politique en concordance avec une autonomie monétaire, et parce que les créances douteuses en question représentent des ressources qu'elle se doit à elle-même. Un autre avantage que possède la Chine pour soutenir sa croissance est son taux de change. Elle a la latitude de le manipuler suivant les objectifs d'emplois internes, de son commerce extérieur, et de lutte contre l'inflation. Le taux de change du Yuan par rapport aux autres devises a ainsi été revu à la baisse pour contrecarrer les effets néfastes de la crise de *subprimes* sur les exportations chinoises. A contrario, aucun pays européen ne possède encore cette possibilité. La crise actuelle de l'Euro est en partie liée au fait qu'il existe un décalage entre la souveraineté politique des pays et la souveraineté monétaire desdits pays. Dans le cas contraire, la Grèce aurait déjà dévalué le Drachme depuis longtemps pour résorber une partie de son déficit budgétaire.

La nature de l'Etat est le deuxième élément qui met en évidence l'asymétrie entre le mode d'accumulation chinois et le mode d'accumulation européen. En Europe, la grande croissance des Trente Glorieuses a facilité la mise en place d'un Etat providence. L'assurance vieillesse, l'assurance chômage et l'assurance maladie sont ses grands apports en matière de développement et de bien-être. Même si, de nos jours, la mondialisation économique ronge les compétences et attributs de cet Etat providence, il va sans dire que les charges liées aux acquis sociaux des Trente-Glorieuses sont pratiquement devenues des droits. Elles augmentent avec d'autres coûts comme ceux liés à la protection de l'environnement et à la sécurité que demandent les sociétés occidentales de plus en plus sensibles aux problématiques du développement durable. En temps de crise économique ayant dérivé vers une dépression avec de fortes pertes d'emplois, la consommation chute autant que la production. En outre, toutes les charges sociales de l'Etat providence augmentent car la masse de ceux qu'il faut aider gonfle et tirent encore vers le bas le taux de croissance en Europe. La crise financière se transforme ainsi en crise des finances publiques des Etats européens.

L'Etat chinois est ce qu'on peut appeler un Etat développeur et non un Etat providence qui, en Europe, devient un problème de développement pour le courant néolibéral car ses charges empêchent le marché de repartir très vite à la hausse. C'est ce qui explique par ailleurs les plans d'austérité que les agences de notation imposent aux Etats européens obligés de ronger leurs dépenses sociales pour alléger l'Etat et libérer les forces du marché. Le paradoxe à ce niveau est que l'Etat développeur chinois que le même courant néolibéral trouve constitué de « mauvaises institutions », devient presque enviée par l'économie occidentale puisqu'il ne supporte ni toutes les charges sociales de l'Etat providence, ni leur hausse en temps de crise économique. En conséquence, le taux de croissance baisse moins en Chine et la reprise est plus rapide. Ce qu'on oublie parfois ici c'est de signaler deux choses : premièrement, plus un régime d'accumulation est hybride comme le système français, moins est la casse sociale lors d'une crise grâce au transferts sociaux, et plus lente est aussi la reprise pour les mêmes raisons. Deuxièmement, ce que veut le marché n'est ni l'Etat providence, ni l'Etat développeur et encore moins l'Etat social. Le marché ne s'accommode d'aucune intervention car toutes lui sont pernicieuses d'après le modèle dominant. Le marché ne fonctionne de façon optimale que lorsqu'il est le début et la fin de lui-même. C'est à ce niveau que les *Development Studies* soulignent que l'hypothèse de déconnexion/découplage peut soutenir que certains Suds se développent parce que le marché s'y étend et s'autonomisent, tant des problèmes sociaux, que des marchés occidentaux, alors que cette extension des marchés révèlent une hausse de la polarisation sociale au sein des pays du Sud et entre eux (Peemans, 2010). Le modèle dominant est donc lui-même un problème de développement (Amougou, 2010).

D'où le fait que le troisième élément qui distingue les modèles d'accumulation chinois et occidentaux, est la nature de marché intérieur. L'examen attentif du cas chinois montre que la Chine ne peut triompher dans un contexte de libre-échange sans une spécificité interne qui n'est pas toujours et seulement le faible coût d'une main-d'œuvre abondante. Dans un premier temps, il faut déjà signaler que les salaires chinois ne sont pas faibles par rapport au niveau de vie chinois et du monde en développement, mais par rapport au niveau de vie occidental. James K. Galbraith (2010) économiste hétérodoxe⁴ note que ce qui frappe dans les zones d'exportations chinoises (jouets et textiles), est d'abord le fait qu'on y contrôle tout ce qui entre mais rien de ce qui en sort. Par ailleurs, la Chine dispose certainement du plus grand nombre de petits producteurs et du marché de produits de consommation le plus concurrentiel et le plus diversifié au monde. D'après Galbraith, ces petites entreprises se comportent comme le prédit le marché de concurrence pure et parfaite : en réalisant très peu de profits et en fonctionnant à perte. Mais le faible développement du marché financier fait que, contrairement à l'Occident, la majeure partie n'est pas cotée en bourse et la propriété est limitée. Les entreprises manufacturières, jadis détenues par des villages et des municipalités, ont été privatisées ou vendues à l'encadrement ou au collectif des travailleurs parce qu'elles ne sont justement pas rentables. Mais cette transaction permet d'alléger le budget local. Cela étant, les fluctuations du marché financier n'ont aucun impact sur la valeur de ces entreprises exportatrices. Il n'y a aucune OPA sur elles et les dirigeants sont chargés juste de les maintenir en vie en passant outre tout ce qui concerne les examens financiers pouvant induire une perte de confiance des dirigeants. Ces derniers confient la supervision financière aux banques elles-mêmes propriétés de l'Etat, et bénéficiaires de crédits politiques. Les prix internes sont donc très faibles à cause de la concurrence liée à la multiplicité de ce type d'entreprises qui, automatiquement, gagnent très peu d'argent, mais misent tout sur les exportations et *les coûts fixes du travail*. Même si une entreprise chinoise n'a qu'une petite part de marché à

⁴ Le fils de l'autre Galbraith aujourd'hui disparu.

l'extérieur, son profit est énorme car elle améliore sa qualité à long terme par le fait qu'elle ne tombe pas en faillite, et qu'elle vend à perte sur le marché intérieur tout ce qui n'est pas exportable. D'où le fait que les salaires faibles à nos yeux y sont largement suffisants pour vivre. De même, les créances douteuses de l'Etat soutiennent ce système de production qui, localement, fait face à une concurrence plus sévère que celle du marché international. En conséquence, la répression financière de l'Etat chinois fonctionne comme un bouclier pour les entreprises chinoises.

CONCLUSION

Ce que nous venons de montrer est que l'hypothèse de déconnexion/découplage des modèles de développement entre le Nord et le Sud et les arguments évoqués pour la soutenir ou non, confirment plutôt un des grands résultats des *Development Studies* au 21^{ème} siècle, à savoir que les connexions entre les modèles de développement existent, ne se renforcent pas toujours avec la mondialisation, mais sont majoritairement asymétriques entre le Nord et le Sud à cause des dynamiques contradictoires dues aux asymétries historiques, culturelles, institutionnelles, structurelles, fonctionnelle et des modes d'intégration au capitalisme global. Les implications de cette hypothèse en termes d'économie politique du développement sont aussi fondamentales. Jean-Philippe Peemans, auteur majeur dans les *Development Studies*, insiste sur le fait que « c'est l'hypothèse d'un « décalage » Nord-Sud structurel couplées à celle de l'accroissement vertigineux des inégalités à l'intérieur du Nord et du Sud qui semble la piste la plus intéressante ». En conséquence, c'est ce qu'il appelle « une économie politique globale de l'inégalité » qui est le centre d'intérêt le plus parlant des dynamiques et des effets des trends de croissance au Nord et au Sud. Ces idées qui ne sont pas contradictoires avec les nôtres prouvent toute l'importance des *Development Studies* qui, non seulement montrent la diversité des trajectoires de développement pouvant expliquer les faits stylisés qui fondent l'hypothèse de déconnexion/découplage, mais aussi sur la situation sociale des acteurs à travers la problématique de la reproduction inégalitaire du système capitaliste (Wautelet, 2008). En outre, d'autres questions peuvent se poser en termes d'économie politique du développement au 21^{ème} siècle. Alors que la crise de la dette et la faillite des Etat du Sud dans les années 1980 pouvaient aussi être interprétées comme une déconnexion d'avec le Nord, il est paradoxal de constater qu'elles ont été imputées à la mauvaise gestion des pays du Sud alors que la déconnexion peut jouer dans le deux sens : enrichissement du Nord/appauvrissement du Sud ou appauvrissement du Nord/enrichissement du Sud ou même ces deux dynamiques contradictoires au sein des Nord et des Suds. D'où vient-il alors qu'on souligne, quand le centre de gravité du capitalisme mondial semble aller du Nord vers les pays émergents, non la mauvaise gestion du Nord, mais plutôt la déconnexion du Sud ? Que cache la condamnation des excédents chinois dans les analyses des causes de la crise des *subprimes* alors que d'autres excédents occidentaux ont jadis causé la crise de l'endettement du Tiers-Monde ? L'hypothèse de déconnexion n'est elle pas le signe d'un Occident qui découvre les vertus de la solidarité internationale au moment où c'est lui qui s'endette envers les pays émergents parce que son niveau d'accumulation augmente moins que celui des pays du Sud comme le montre le tableau 1 ?

Tableau 1 : Trends de l'accumulation dans le monde

Régions du monde	Augmentation du PIB entre 2000 et 2008 en %
Asie émergente	8,3
Moyen-Orient	5,2
Afrique	4,9
Europe centrale et orientale	4,8
Monde	3
Pays développés	2

Source : MCKinsey Global Institute in Geo, n° 381, Novembre 2010 (le titre du tableau est de nous)

Cette question a le mérite d'être posée car le monde semble, à l'heure de la mondialisation, inaugurer un nouvel âge de la solidarité : solidarité à travers les objectifs de développement du millénaire. Et, surtout, le besoin de solidarité du monde dit développé dans une mondialisation où les pays émergents accumulent plus que lui. L'hypothèse de déconnexion ne confirme-t-elle pas aussi l'autonomie relative des modèles de développement des pays du Sud par rapport à ceux du Nord ? N'est-elle pas la preuve que tous les acteurs et toutes les dynamiques du changement social ne sont pas complètement capturés par le capitalisme mondial et ses évolutions cycliques.

Ces questions montrent que l'hypothèse de déconnexion/découplage des modèles de développement traduit, tant la multiplicité des formes et des trajectoires de développement, que les problèmes de développement que posent celles-ci aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre le Nord et le Sud. C'est donc moins la conséquence, c'est à dire la déconnexion en elle-même que ces problèmes qu'il vaut mieux analyser et solutionner le cas échéant.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA (M.), 2001, « du capitalisme fordiste au capitalisme patrimonial », *problèmes économiques*, n°2704-2705, pp.4-7.
- ALTERNATIVE ECONOMIQUE, 2008, hors-série pratique n°36, *les Grandes dates de l'histoire économique*.
- AMOUGOU (T.), 2009, « Attractivité négative *versus* attractivité positive des systèmes financiers libéralisés : une réflexion théorique sur le lien entre approfondissement financier et développement en Afrique subsaharienne et en Occident », Communication présentée au 25^{ème} journées scientifiques ATM 2009, *ATTRACTIVITE, GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT*, Luxembourg, 3, 4 et 5 juin 2009, Session Attractivité et institutions.
- AMOUGOU (T.), 2010, « Goodbye la main invisible and welcome the state once more! Grandes crises financières et changement de paradigmes macroéconomiques », *Journal de l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes*, pp.5-25.
- AMOUGOU (T.), 2010, *Apport de Karl Polanyi, Fernand Braudel et Cornelius Castoriadis dans les études du développement au 21^{ème} siècle*, Working Paper, n°12, Institute of Analysis of Change in History and Contemporary Societies (IACCHOS), UCL, Belgique, 27 pages.
- AMOUGOU (T.), 2010, *Dualisme financier et développement au Cameroun : une approche néobraudélienne et systémique*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique.
- AYIMPAM MBUESELIR (S.), 2010, *Économie informelle et réseaux sociaux à Kinshasa*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique.
- BEN HAMMOUDA (H.) et SADNI JALLAB (M.), 2010, « La crise va-t-elle emporter le Sud ? », in : Les Suds dans la crise, *Revue Tiers-Monde*, pp.77-96.
- BRAUDEL (F.), 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle ? 1. les structures du quotidien*, Amand Colin, Paris.
- CARTAPANIS (A.), 2004, *Les marchés financiers internationaux*, La Découverte, Paris.
- COHEN (D.), 2006, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Seuil, Paris.
- COHEN (D.), 2010, *La prospérité du Vice. Une introduction inquiète à l'économie*, Albin Michel, Paris.
- COHEN (D.), *Les infortunes de la prospérité*, Julliard, Paris.
- COHEN (E.), 2010, *Penser la crise*, Fayard, Paris.

- GALBRAITH (J.K.), 2010, *L'Etat prédateur. Comment la droite a renoncé au marché libre et pourquoi la gauche devrait en faire autant*, Seuil, Paris.
- GOLDSTONE (J.), 2008, *Why Europe? The Rise of the West in the World History, 1500-1850*, McGraw-Hill College.
- GUNTHER (C-B.) et JESABEL (S.), 2008, « L'intégration des marchés boursiers », *Questions internationales*, n°34, pp.43-51.
- HUGON (P.), 2010, « Crise mondiale et l'attractivité des pays émergents et en développement », in : Les Suds dans la Crise, *Revue Tiers-Mondes*, pp.49-75.
- LEMAÎTRE (A.), 2009, *Organisation d'économie sociale et solidaire. Lecture de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique.
- MC KINNON (R.), 1973, *Money and Capital in Economic Development*, The Brookings Institution, Washington DC.
- NTUNGILA-NKAMA (F.), 2010, *Pratiques populaires liées à la production et à l'appropriation de l'espace en périphérie de la ville de Kinshasa (RD Congo)*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique.
- PEEMANS (J. Ph.), 2010, « Quels Suds dans quelle crise ? Pour une économie politique globale de l'inégalité », *Cahiers Marxistes*, pp.124-167.
- PEEMANS (J.ph.), 2010, « Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable », *Mondes en Développement*, vol.38, pp.23-48.
- POULON (F.), 1996, Préface de : *Crise économique et politique de déréglementation au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, pp.7-10.
- REYNAUD (J-D), 1997, *Les règles du jeu : l'action collective et la régulation sociale*, Armand Colin, Paris.
- RODRICK (D.), 2008, *Nations et Mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, La découverte, Paris.
- SALAMA (P.), 2010, « Crise financière structurelle », in : Les Suds dans la crise, *Revue Tiers-Monde*, pp.39-48.
- SHAW (E.S.), 1973, *Financial Deepening in Economic Development*, Oxford University Press, New York.
- THE ECONOMIST, 2007, numéro spécial sur la crise.
- VIDROVITCH (R.), 2007, « Recherches sur un mode de production africain », in : *Penser l'Afrique*, Le temps des Cerises.
- WALLERSTEIN (I.), 2004, *The Uncertainty of Knowledge*, Temple University Press, Philadelphia.
- WALLERSTEIN (I.), 2006, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, La Découverte, Paris.
- WAUTELET (J.M.), 2008, « L'Etat entre économie populaire et reproduction inégalitaire », *Mondes en Développement*, vol.36, n°143, pp.11-25.